

SITUATION ANNUELLE DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT A RISQUE TUNISIA
AQUACULTURE FUND
ARRETEE AU 31/12/2019

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion :

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND » qui comprennent le bilan au **31 décembre 2019**, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir un actif net de **15 989 753 DT** et une valeur liquidative égale à **852,787 DT** par part.

Ces comptes ont été arrêtés par le gestionnaire sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND » au **31 décembre 2019**, ainsi que de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion :

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND » conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observations :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

Ainsi qu'il est précisé à la NOTE 6 « EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE » du présent rapport, depuis le mois de mars 2020, un évènement majeur s'est produit qui est la propagation de la pandémie COVID-19 (coronavirus). Il s'agit d'un évènement significatif postérieur au 31 Décembre 2019, qui ne donne pas lieu à des ajustements des états financiers clôturés à cette date et dont l'estimation de l'impact financier sur l'activité et la situation financière de la société en 2020 ne peut être faite.

Rapport de gestion :

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des Organismes de Placement Collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND » dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté du rapport de gestion relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication au Conseil d'Administration du Gestionnaire appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités du gestionnaire pour les états financiers :

Le gestionnaire est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle de ces états financiers, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND » à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le gestionnaire a l'intention de liquider le fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND » ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Il incombe au gestionnaire de surveiller le processus d'information financière du fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND ».

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers :

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient, par ailleurs, amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

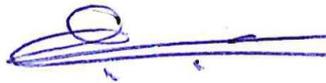
Efficacité du système de contrôle interne :

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 Novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du fonds commun de placement à risque «TUNISIA AQUACULTURE FUND ».

A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au gestionnaire.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
Moncef BOUSSANOUGA ZAMMOURI



Managing Partner
FMBZ KPMG TUNISIE

FMBZ KPMG TUNISIE
IMMEUBLE KPMG

6, Rue de Riyal-Les Berges du Lac II-1053-Tunis
MF.:810663T/A/M/000 - RC.:B148992002
Tél:71.194.344 / Fax:71.194.320
E-mail:tn_fmfbz@kpmg.com

BILAN AU 31 DECEMBRE 2019
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	31/12/2019	31/12/2018
ACTIFS			
Portefeuille Titres	AC 1		
a- Actions, valeurs assimilées et droits rattachés		2 500 000	4 700 000
b- Obligations et valeurs assimilées		0	0
c- Autres valeurs (Actions SICAV)		236 318	243 361
		<u>2 736 318</u>	<u>4 943 361</u>
Placements monétaires et disponibilité	AC 2		
a- Placements monétaires		5 000 000	5 000 000
b- Disponibilité		141 089	91 167
		<u>5 141 089</u>	<u>5 091 167</u>
Créances d'exploitation	AC 3	21 792	62 277
Autres actifs	AC 4	8 125 000	8 125 000
TOTAL ACTIF		16 024 199	18 221 806
PASSIFS			
Opérateurs créditeurs	PA 1	22 057	4 570
Autres créditeurs divers	PA 2	12 388	6 741
TOTAL PASSIF		34 445	11 310
Capital	CP 1	16 489 579	18 684 377
a- Capital Souscrit		18 750 000	18 750 000
b- Sommes non distribuables		-2 260 421	-65 623
Résultat reportés	CP 2	-499 825	-473 882
a- Résultats reportés des exercices antérieurs		-473 882	-211 748
b- Résultats de l'exercice		-25 943	-262 134
TOTAL ACTIF NET		15 989 753	18 210 495
TOTAL PASSIFS ET ACTIF NET		16 024 199	18 221 806

ETAT DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2019

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	Période allant du 01/01/2019 au 31/12/2019	Période allant du 01/01/2018 au 31/12/2018
Revenus du portefeuille Titres	PR 1		
a- Dividendes / Participations		10 005	118 570
b- Revenus des obligations et valeurs assimilées		0	0
c- Autres revenus		0	0
		10 005	118 570
Revenus des placements monétaires	PR 2	428 919	62 277
Total des revenus des placements		438 924	180 847
Charges de gestion	CH 1	450 070	432 733
Revenus nets des placements		-11 147	-251 886
Autres produits	PR 3	0	0
Autres charges	CH 2	14 796	10 248
Résultat d'exploitation		-25 943	-262 134
Régularisation du résultat d'exploitation	PR 4	0	0
Sommes distribuables de l'exercice		-25 943	-262 134
Régularisation du résultat d'exploitation	PR 4	0	0
Variation des +/- values latentes sur titres		-2 200 059	-116 043
+/- values réalisées sur cessions des titres		5 260	103 587
Résultat net de l'exercice		-2 220 742	-274 589

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
AU 31 DECEMBRE 2019
(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Période allant du 01/01/2019 au 31/12/2019	Période allant du 01/01/2018 au 31/12/2018
Variation de l'actif net résultant des opérations d'exploitation		
a- Résultat d'exploitation	-25 943	-262 134
b- Var. des +/- values latentes sur titres	-2 200 059	-116 043
c- +/- values réalisées sur cession de titres	5 260	103 587
d- Frais de négociation de titres	0	0
	-2 220 742	-274 589
Distribution de dividendes	0	0
Transactions sur le capital	0	14 843 750
a- Souscriptions	0	14 843 750
Capital	0	14 843 750
Régularisation des sommes non distribuables de l'exercice	0	0
Régularisation des sommes distribuables	0	0
Droits d'entrée	0	0
b- Rachat	0	0
Capital	0	0
Régularisation des sommes non distribuables de l'exercice	0	0
Régularisation des sommes distribuables	0	0
Droits de sortie	0	0
Variation de l'actif net	-2 220 742	14 569 161
Actif net		
a- en début d'exercice	18 210 495	3 641 335
b- en fin d'exercice	15 989 753	18 210 495
Nombre de parts		
a- en début d'exercice	18 750	15 625
b- en fin d'exercice	18 750	18 750
Valeur Liquidative	852,787	971,226
Taux de rendement	-12,19%	-1,20%

NOTE 1 : PRESENTATION DU FONDS

« FCPR TUNISIA AQUACULTURE FUND » est un fonds commun de placement à risque, régi par le code des organismes de placement collectif, le décret-loi n° 2011-99 du 21 Octobre 2011 portant modification de la législation relative aux sociétés d'investissement à capital risque et aux fonds communs de placement à risque, et le décret n°2006-381 du 3 février 2006 portant application des dispositions de l'article 22 bis du code des organismes de placement collectif.

Il a été créé à l'initiative conjointe de la Société « SAGES CAPITAL » et de la STB et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, n°71-2015 en date du 24 Février 2017.

Le Fonds a principalement pour objet la participation, pour le compte des porteurs de parts et en vue de sa rétrocession, au renforcement des fonds propres des entreprises qui réalisent les projets prévus à l'article 22 bis (nouveau) du Code des Organismes de Placement Collectifs promulgué par la Loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

Le Fonds investira en fonds propres et assimilés y compris sous forme d'obligations convertibles en actions conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans la filière aquacole, en amont et en aval. La gestion du Fonds vise la réalisation de plus-values sur les capitaux investis. Il a pour objet d'investir les sommes souscrites et libérées par les investisseurs dans des sociétés ou projets (en création ou en développement) opérant dans le cadre d'intervention du Fonds et conformément à sa stratégie d'investissement.

Le FCPR TUNISIA AQUACULTURE FUND porte sur un montant projeté de 50.000.000 DT. La première période de souscription porte sur un montant de 50 000 000. DT. Au 31/12/2019, il a été souscrit à hauteur de 18.750.000 DT, libérés à hauteur de 10.625.000 DT.

Étant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, le fonds se trouve en dehors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus encaissés au titre des placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

FCPR TUNISIA AQUACULTURE FUND est un fonds de distribution.

Le dépositaire de ce fonds est la STB. Le gestionnaire étant SAGES CAPITAL.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2018, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles qu'approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon pour les titres admis à la cote et au moment où le droit au dividende est établi pour les titres non admis à la cote.

Les intérêts sur les obligations convertibles en actions, les comptes courants associés et les placements monétaires sont pris en compte dans le résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2- Évaluation des placements en actions et valeurs assimilées

Les titres non cotés sont évalués à leur juste valeur.

Pour déterminer le montant de cette Juste Valeur, la Société de Gestion recourt à une méthode adaptée à la nature, aux conditions et aux circonstances de l'investissement.

3.3- Evaluation des autres placements

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.4- Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

NOTE 4 : NOTES SUR LES ELEMENTS DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

AC1 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 2.736.318 DT et se détaille ainsi :

Désignation du titre	Nbre de titres souscrits	Coût d'acquisition	% actif souscrit	% du Capital de l'émetteur	Plus ou Moins-Value Potentielle au 31-12-2019	Valeur nette au 31-12-2019
Actions, valeurs assimilées et droits rattachés						
Actions des sociétés non cotées :		4 700 000	25,07%		-2 200 000	2 500 000
STEP (Société Tunisienne d'Élevage des Poissons)	220 000	2 200 000	11,73%	22,22%	-2 200 000*	0
ANIS AGRI AQUACOLE	250 000	2 500 000	13,33%	49,44%	0	2 500 000
Actions SICAV :	2 341	240 834	1,21%	N/A	9 946	236 318
SICAV STB	2 256	226 372	1,21%	N/A	9 946	236 318
TOTAL		4 940 834			2 527	2 736 318

(*) Il s'agit d'une dépréciation calculée par rapport à la situation nette comptable de la société STEP. Selon le gestionnaire, cette dépréciation est provisoire. En effet, la société STEP est en cours de mettre en place un plan de restructuration et de développement avec un partenaire italien (VRM Group) dont déjà un mémorandum d'entente a été signé.

L'accord établi avec VRM Group porte sur le programme suivant :

- une augmentation de capital de 15 MDT à réaliser par VRM (à travers la BERD) et M. Mongi TRIMECH (ou l'une de ses sociétés) ;
- accorder un délai de 360 jours sur la totalité des approvisionnements d'aliments par STEP auprès de VRM ;
- atteindre une production de 2000 tonnes par an en 2021 ;
- assistance technique du VRM Group au profit de la STEP ;
- commercialisation de 70% de la production STEP par VRM Group sur le marché européen.

Ce plan de restructuration et de développement a été approuvé par le CA de STEP en date du 06/03/2020.

AC2 : Placements monétaires et disponibilités

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 5 141 089 DT et se détaille comme suit :

	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Placement à terme / STB	4 000 000	4 000 000
Placement à terme / AMEN BANK	1 000 000	1 000 000
Compte courant AMEN BANK	1	10
Dépôts à vue chez dépositaire "STB"	141 088	91 157
TOTAL	5 141 089	5 091 167

AC3 : Créances d'exploitation

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 21 792 DT et se détaille comme suit :

	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Produits à recevoir	21 792	62 277
TOTAL	21 792	62 277

AC4 : Autres actifs

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 8 125 000 DT et se détaille comme suit :

	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Capital souscrit non encore libéré	8 125 000	8 125 000
TOTAL	8 125 000	8 125 000

PA1 : Opérateurs créditeurs

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 22 057 DT et s'analyse comme suit :

	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Gestionnaire	4	0
Dépositaire	21 670	4 333
CMF	382	236
TOTAL	22 057	4 570

PA2 : Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 12 388 DT et s'analyse comme suit :

	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Commissaire aux comptes	9 634	6 566
Etat, impôts et taxes	561	175
Produits constatés d'avance (Intérêts / CI)	2 194	0
TOTAL	12 388	6 741

PR1 : Revenus du portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 10.005 DT et se détaille comme suit :

	Du 01/01/2019 au 31/12/2019	Du 01/01/2018 au 31/12/2018
Dividendes SICAV EPARGNANT « STB »	10 005	118 570
TOTAL	10 005	118 570

PR2 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 428.919 DT et se détaille comme suit :

	Du 01/01/2019 au 31/12/2019	Du 01/01/2018 au 31/12/2018
Intérêts sur placement à terme STB	343 580	58 179
Intérêts sur placement à terme AB	85 339	4 099
TOTAL	428 919	62 277

CH1 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 450.070 DT et se détaille comme suit :

	Du 01/01/2019 au 31/12/2019	Du 01/01/2018 au 31/12/2018
Rémunération du Gestionnaire (Frais de gestion)	428 400	428 400
Rémunération du dépositaire (commission de dépôt)	21 670	4 333
TOTAL	450 070	432 733

CH2 : Autres charges

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2019 à 14.796 DT et se détaille comme suit :

	Du 01/01/2019 au 31/12/2019	Du 01/01/2018 au 31/12/2018
Honoraires du commissaire aux comptes	12 983	6 566
Honoraires Expert	700	2 100
Redevances et frais de publication CMF	382	236
Services bancaires et assimilés	31	44
Autres impôts et taxes	710	169
Différence de règlement	-10	1 133
TOTAL	14 796	10 248

CP1 : Note sur le capital

Capital souscrit au 01-01-2019	
Montant	18 750 000
Nombre des parts émises	18 750
Nombre de copropriétaires	4
Souscriptions réalisées	
Montant	0
Nombre des parts émises	0
Nombre de copropriétaires	0
Rachats effectués	
Montant	0
Nombre de parts rachetées	0
Nombre de copropriétaires sortants	0
Capital souscrit au 31-12-2019	
Montant	18 750 000
Nombre de parts	18 750
Nombre de porteurs de parts	4

Libellé	Mouvement sur le capital	Mouvement sur l'Actif Net
Capital Début de période au 01-01-2019	18 684 377	18 684 377
<i>Souscription de la période (montant libéré)</i>	0	0
<i>Rachat de la Période</i>	0	0
Autres Mouvements	-2 194 799	-2 694 624
<i>Variation des plus ou moins-value latentes sur titres</i>	-2 200 059	-2 200 059
<i>Plus ou moins-values réalisées sur titres</i>	5 260	5 260
<i>Sommes distribuables de l'exercice</i>		-499 825
Montant Fin de période au 31-12-2019	16 489 579	15 989 753

NOTE 5 : AUTRES INFORMATIONS

5-1 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan au 31/12/2019 se détaillent ainsi :

Désignation	Montant au 31.12.2019	% garantie
<u>Engagements reçus :</u>		
- Souscriptions non encore libérées	8 125 000	
<u>Engagements donnés : Accords de financement donnés</u>		
- Accords de financement donnés	4 900 000 (*)	

(*) Projet S.A.S : 2 500 000 D
Projet Le HOMARD : 2 400 000 D

5-2 Données par part

Données par part	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Revenus des placements	23,409	9,645	10,372
Charges de gestion des placements	-24,004	-23,079	-20,389
Revenus nets des placements	-0,595	-13,434	-10,017
Autres produits	0,000	0,000	0,000
Autres charges	-0,789	-0,547	-3,535
Résultat d'exploitation (1)	-1,384	-13,980	-13,552
Régularisation du résultat d'exploitation	0,000	0,000	0,000
Sommes distribuables de l'exercice	-1,384	-13,980	-13,552
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	-117,336	-6,189	-4,742
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	0,281	5,525	1,340
Frais de négociation de titres	0,000	0,000	0
Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2)	-117,056	-0,664	-3,403
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	-118,440	-14,645	-16,955
Droits de sortie	0,000	0,000	0,000
Résultat non distribuable de l'exercice	-117,056	-0,664	-3,403
Régularisation du résultat non distribuable	0,000	0,000	0,000
Sommes non distribuables de l'exercice	-117,056	-0,664	-3,403
Valeur liquidative (Libération du quart)	852,787	971,226	233,045

5-3 Rémunération du gestionnaire

Le Gestionnaire percevra du FCPR-TUNISIA AQUACULTURE FUND des frais de gestion, au titre de sa rémunération pour les missions énumérées dans l' article 16.3 du Règlement Intérieur.

Les frais de gestion revenant au Gestionnaire sont payables trimestriellement d'avance, le 1er Janvier, le 1er avril, le 1er juillet et le 1er octobre de chaque année.

Cependant, au cas où la date de souscription interviendrait au cours d'un trimestre, les frais de gestion afférents à cette période seront payés au prorata temporis.

Le Gestionnaire prélèvera des frais de gestion de 1,8% hors taxes l'an sur la base des montants libères avec un minimum par trimestre de quatre-vingt-dix mille dinars (90.000 TND) hors taxes et un maximum par trimestre de cent cinquante mille dinars (150.000 TND) hors taxes.

Le Gestionnaire percevra une commission de succès au cas où le Fonds réaliserait un taux de rendement interne annuel supérieur à 9%, capitalisé annuellement depuis la date de libération des souscriptions.

Toute rémunération servie au Gestionnaire, au titre de l'article précité, est définitivement acquise à son profit.

5-4 Rémunération du dépositaire

En rémunération de ses services, le Dépositaire perçoit une commission annuelle égale à 0,1% hors taxes de l'actif net du Fonds calculé en début de période et payables à terme échu sans que cette rémunération ne soit inférieure à Deux Mille Cinq Cent dinars (2.500 TND) hors taxes.

5-5 Autres frais

Frais de constitution :

Le Fonds supportera les frais, honoraires et commissions liés à sa constitution, son lancement et son placement dans la limite d'un forfait de cinquante mille dinars (50.000 TND). Le surplus des frais de constitution sera supporté par le Gestionnaire.

Les Autres Frais Supportés par le Fond se présentent comme suit :

Il s'agit de Frais de due diligence spécifiques, frais de transactions, frais d'études/expertises exceptionnelles et de contentieux, et d'autres frais divers ordinaires. (Pour plus d'informations, voir l'article 19.2 du Règlement Intérieur).

NOTE 6 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Postérieurement à la date de clôture des états financiers du Fonds, un événement majeur s'est produit qui est la propagation de la pandémie COVID-19 (coronavirus).

Cette crise sanitaire aura une répercussion sur l'activité du Fonds « Tunisia Aquaculture Fund » ainsi que l'ensemble des participations en portefeuille.

Cependant, cet événement est considéré comme étant non lié à des conditions existantes à la date de clôture de l'exercice, n'est pas de nature à nécessiter un ajustement des comptes et n'a pas d'impact sur la valeur liquidative du fonds « Tunisia Aquaculture Fund ».

Ainsi, et à l'état actuel des choses, l'impact réel associé à cette situation ne peut être estimé avec un degré suffisant de certitude et dépend de facteurs qui ne peuvent être actuellement appréciés.